



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PAPPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Christophe BOURDIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Serge GUISEPPIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Patricia MIRALLES, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER

Hors commission - Développement d'une logistique du dernier kilomètre - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le groupe La Poste - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Face au défi climatique, Montpellier Méditerranée Métropole a positionné les mobilités en général comme une des priorités du mandat 2020 – 2026. Le 1^{er} février 2021, au travers de la délibération n°M2021-3, le Conseil de Métropole a ainsi adopté sa stratégie mobilités 2025. Cette délibération a permis d'identifier les actions à mettre en œuvre pour transformer de manière significative et durable le territoire. Plus particulièrement, dans le cadre de la mise en œuvre de la Zone à Faibles Emissions (ZFE), le développement de la logistique urbaine décarbonée apparaît indispensable. Plus encore la logistique urbaine du dernier kilomètre permet un meilleur partage, un désencombrement de l'espace public et *in fine* de développer une ville plus apaisée.

La Métropole a également voté un Schéma Directeur de la Logistique Urbaine début 2020 et s'est donné quatre objectifs opérationnels d'ici 2025 : développement de locaux pour la logistique urbaine, mise en œuvre de solutions alternatives au camion diesel, renforcement et mise en cohérence de la réglementation sur les gabarits et les aires de livraison, partage et évaluation de la politique publique mise en œuvre.

Parallèlement le groupe La Poste se dote d'objectifs renforcés dans le déploiement d'une logistique urbaine à zéro ou à faibles émissions. Il se fixe ainsi l'objectif de livrer les 22 métropoles françaises et 225 villes en Europe en mode faibles émissions à horizon 2025. Il est proposé que cet objectif soit mis en œuvre sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte et dans une logique d'atteinte d'objectifs ambitieux communs la Métropole et le groupe La Poste souhaitent développer un cadre partenarial de travail au travers l'établissement d'une convention. Cette convention a pour objectifs de converger ensemble vers une logistique urbaine éco-responsable par la décarbonation et la massification à 2026 des flux distribués dans la Métropole et contribuer à la décongestion urbaine, à l'adaptation au changement climatique, à l'amélioration de la qualité de l'air, au développement de nouveaux services et de nouveaux emplois.

Les leviers d'actions suivants ont pu être identifiés :

- 1- Contribuer à la mise en œuvre des 19 actions prévues au Schéma directeur de la logistique urbaine de la Métropole, regroupées en 4 grands thèmes développés par la Métropole : locaux, moyens de transport, réglementation et gouvernance ;
- 2- Décarboner le transport de marchandise en ville par le développement de services, le report modal et le renouvellement des flottes de véhicules ;
- 3- Activer le levier de la commande publique ;
- 4- Réussir la livraison à la 1^{ère} présentation ;
- 5- Participer au test et au développement de nouveaux modèles de service de logistique urbaine ;
- 6- Etudier l'opportunité d'un label logistique urbaine ;
- 7- En matière de gouvernance il est proposé qu'un comité de suivi et qu'un comité de pilotage soient mis en œuvre pour le suivi de cette convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat pour le développement d'une logistique du dernier kilomètre durable à faibles émissions entre Montpellier Méditerranée Métropole et le groupe La Poste ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-199274-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220712_Convention LU 3M-GLP.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.